

TRIBUNE

OUVRIERE

Journal publié par un groupe d'ouvriers
de la Régie Renault

Décembre 1961

Numéro 80

LA LIBERTE D'EXPRESSION

L'Echo des Métallo, organe de la section du Parti Communiste renault, attaque dans ses trois derniers numéros les modestes publications des Voix Ouvrière et Tribune Ouvrière. Les champions des libertés démocratiques accusent nos feuilles d'être financées soit par ceux qui payent le Figaro soit par la Préfecture de Police.

Evidemment on comprend très bien que pour le Parti Communiste une presse qui n'est pas financée par quelqu'un, soit par un capitaliste soit par un pays de l'Est, ne puisse exister. Les Communistes le savent ; ils sont bien placés pour savoir que ni l'"Humanité" ni "France Nouvelle" ni, à plus forte raison, l'"Echo des Métallo" ne peuvent être financés par les militants du P.C. - Ces journaux ne sont pas rentables, il faut que quelqu'un les paye et les cotisations des militants et des sympathisants ne suffisent pas. En France, la presse est "libre" mais elle revient tellement chère qu'elle est obligée d'être financée extérieurement. Des journaux comme "France-Soir" par exemple s'ils sont rentables ils leur a fallu au départ et pendant des mois consacrer plusieurs milliards à leur lancement.

~~CE SONT CEUX QUI FINANCENT QUI IMPOSENT LA LIGNE D'UN JOURNAL ET LA PRESSE EN FRANCE~~
FONCTIONNE COMME N'IMPORTE QUELLE ENTREPRISE CAPITALISTE : ce sont ceux qui payent qui commandent. Ceux qui écrivent sont comme des salariés ; ils vendent leur plume, leur talent, - s'ils en ont - et leurs idées si on les y autorise. C'est pourquoi il suffit de lire l'en-tête d'un journal pour savoir ce qu'il y a d'écrit à l'intérieur, il suffit de savoir qui paye pour être fixé sur l'orientation des articles.

Nous, nous sommes un groupe d'ouvriers qui ne voulons pas vendre notre plume, qui ne voulons pas nous plier devant ceux qui ont de l'argent pour payer, mais qui voulons aussi nous exprimer. Nous pensons que ceux qui ne sont financés par personne ont le droit, sinon le devoir de s'exprimer : c'est pourquoi nous faisons Tribune Ouvrière et que d'autres éditent les Voix Ouvrières. Nous n'avons pas les moyens de vendre dans le commerce un journal imprimé. Nous n'avons pas non plus les moyens de le donner gratuitement comme c'est le cas de l'Echo des Métallo, donc nous le ronéotons nous-mêmes et c'est à cette seule condition que nous pouvons nous exprimer. Il n'est pas besoin d'être expert en la matière pour savoir que pour éditer dans de telles conditions il n'y a pas lieu d'être ami avec Boussac ou Khrouchtchev. Dix ouvriers versant 300 francs chacun par mois peuvent payer la fabrication d'un bulletin telle que Tribune Ouvrière (1.000 exemplaires de trois feuilles font un total de 3.000 feuilles à 1 franc) ; par contre l'édition de l'Echo des Métallo coûte 500.000 francs chaque numéro (20.000 Exemplaires à 25 francs et ce n'est pas cher avec le beau papier et les beaux clichés utilisés) : ceci deux fois par mois. Cela veut dire que le Parti Communiste qui compte seulement quelques centaines de membres chez Renault, peut se permettre de balancer presque tous les jours un tract qui coûte 20.000 francs, et de plus dépenser 1 million de francs par mois seulement pour l'Echo des Métallo.

C'est leur droit et l'argent ils le trouvent où ils veulent mais certes pas dans

.../...

Les quêtes faites dans les ateliers à la centrale de l'usine. Un peu de pudeur M. les Communistes de la rédaction de l'Echo des Nouvelles sur ce qu'il y a ces comptes qui ne sont pas clairs ce sont bien les vôtres. De l'argent vous en avez en masse et ce ne sont pas les modiques cotisations des militants qui le fournissent... Quant à ceux qui diffusent quelques milliers de feuilles par mois, ils n'ont besoin de personne pour payer leur papier et soumettre les articles à la censure du P.C., nous n'en voyons pas encore la nécessité, sans doute il n'en sera pas de même lorsque vous serez au pouvoir.

Evidemment il y a une chose qui indigne beaucoup en premier les Bourgeois, en second les Communistes c'est que n'importe qui puisse s'exprimer et en outre que des ouvriers puissent le faire.... en voilà un scandale ! La société est faite de telle façon qu'il y a des organismes spéciaux reconnus et payés pour parler et écrire au nom de tous et des gens qui pensent et s'expriment au nom des travailleurs sans leur demander leur avis. Ce sont des choses reconnues et acceptées par tous et quand les Communistes manifestent pour les libertés démocratiques c'est pour que les Boussac et eux-mêmes puissent s'exprimer et bien sûr surtout pas la masse des travailleurs qui, eux, ne peuvent être que des lecteurs dociles.

Donc nos feuilles continueront à s'exprimer. Elles inviteront toujours les travailleurs qui le désireront à écrire dans nos colonnes. Cela c'est la liberté d'expression. Quant à nous, si nous acceptons par la force de nous faire exploiter par un patron nous refusons de nous faire exploiter par un rédacteur quelconque d'une presse payée et évidemment pourrie.

UN MAUVAIS COUP !

La direction, dont l'habileté ne connaît pas d'éclipse, vient de lancer une attaque contre ce que nous avons péniblement obtenu, c'est-à-dire un samedi de repos sur deux. Une affiche posée le Vendredi 8 Décembre dit : "les départements I2-I4-18-49-55, exceptionnellement les horaires seront augmentés et passeront de 47 à 51 heures pour la semaine du 11 au 16 décembre", ceci dit aucune explication : Les bruits les plus divers et aussi fantaisistes les uns que les autres ont circulé : c'est la sortie de la super Gordini ; le retard sur le programme ; le manque de main d'oeuvre. Enfin une perle : c'est l'erreur d'un employé ; que la nouvelle bagnole est très demandée... de tout cela on s'en fout et ça ne nous concerne pas.

Nous avons tous à la mémoire encore tout frais la façon dont a usé la direction dans la période de Septembre 1960 jusqu'en Mars 1961 : licenciements, balade d'atelier en atelier, réduction d'horaires (32 heures par semaine), diminution du taux horaire. Ce qui n'a donné aucun souci aux Mandarins de la direction c'est comment les travailleurs joindraient les deux bouts. La direction s'en foutait, ce qu'elle veut c'est disposer comme bon lui semble des ouvriers. A ceci rien de sérieux n'a été opposé

A cette nouvelle affiche de la direction rien de sérieux n'a été opposé comme en général aux heures supplémentaires rien n'est vraiment fait. La C.F.T.C. dans son tract du 12 décembre 1961 nous dit "Où sont les belles intentions de l'article 31 de l'accord ?". Elle oublie de nous dire qu'elle a signé des deux mains les premiers accords. Elle ajoute : Arrêtez le travail 48 heures accomplis ! Pour la C.F.T.C. c'est 47 h.30 ... mais cela ne change rien car l'équipe du soir était obligée de venir quand même travailler samedi dernier, et quand il faut faire une heure et demie ou deux heures de transport pour venir à l'usine ce n'est pas pour travailler 8 heures. C'était donc difficile de faire débrayer à midi et 8 heures et de plus c'était des heures en moins sur la quinzaine prochaine.

La seule action positive a été celle faite par les ouvriers du 55. Ils ont surement eu simplement ignoré les ordres de la direction pour l'avenir c'est un exemple à suivre. Ce qu'il faut c'est faire respecter la loi de la semaine de 40 heures, pas seulement chez Renault mais sur le plan national car des boîtes comme Simca, Panhard, Citroën, etc. les patrons et leur direction ont le cynisme de faire miroiter à l'embauche la possibilité de faire des heures supplémentaires. Et ceci est bien la faute des travailleurs et le patronat a encore de beaux jours à vivre tant que les ouvriers, qui disposent de la force et ne s'en servent pas, continuent à attendre un sauveur suprême.

PENURIE DE MAIN d'OEUVRE A LA REGIE

La Régie a du mal à trouver des professionnels et même des O.S. La Régie, sur les traces de Citroën, tente de recruter en Bretagne de la chair fraîche pour ses chaînes : 600 N.F. par mois. Elle offre aux célibataires d'être logés, transportés et nourris le soir pour 240 N.F. par mois, dans un centre des Mureaux pour lequel elle a donné quelques dizaines de millions.

Si l'on importe à grand frais des O.S. de Bretagne il n'en est pas de même pour les Professionnels. Il y a plus de départs actuellement que d'embauches. La pénurie de professionnels ne se fait pas seulement sentir à la Régie, il va en manquer partout. Il paraît même que des Ecoles de formation accélérée vont être installées en Espagne pour former des ouvriers qualifiés pour l'industrie française. Après l'exportation d'oranges et l'importation de touristes l'Espagne devient le grand fournisseur de main-d'oeuvre. La Régie attend un nombre important de Yougoslaves, des Italiens et bien d'autres encore. (Trois cents Italiens sont arrivés). Comment en sommes-nous arrivés là ?

- 1°) La France a le plein emploi,
- 2°) la France a l'armée la plus importante en proportion de sa population;
- 3°) tellement de flics et de parasites de toutes les sortes qu'elle n'a plus assez d'ouvriers,
- 4°) à la Régie, les licenciements, les retraites anticipées, les horaires diminués et les salaires maintenus bas ont incité les Professionnels et même les O.S. à aller ailleurs.
- 5°) mais le plus important c'est la réputation que prend l'usine comme "boîte" avec ses rythmes de travail accélérés et sa discipline de plus en plus dure.

Nous, de la réputation de la Régie on en a que faire mais nous sommes en droit de nous demander si nous ne sommes pas complètement abrutis pour subir ce que nous subissons. Nous pouvons être sûrs que l'embauche venue de la campagne et l'étranger a pour but de nous diviser un peu plus encore. Nous en voyons le résultat autour de nous : le travail que nous ne voulons pas faire, les cadences que nous refusons : un paysan ou un étranger essayera de les faire, c'est la même chose pour les heures supplémentaires. Cette nouvelle main d'oeuvre est beaucoup plus docile ; les uns parce qu'ils n'avaient pas de terre, les autres parce qu'ils crevaient de faim seront prêts à tout pour garder leur place, pour obtenir des papiers de travail. Pendant ce temps-là des milliers de jeunes passent 30 mois à l'armée.

Alors que la Régie manque de professionnels un des aspects de cette situation c'est le refus de laisser passer des essais et de muter des O.S. dans les ateliers d'outillage. Bien au contraire, nous assistons à une pression constante sur les catégories, des professionnels sont déclassés, leur paye diminuée. L'horrible système des pièces payées à des prix dérisoires permet à la direction de payer des compagnons à 125 % pendant des années. C'est sans doute ce qu'ils appellent la "promotion ouvrière".

Dans les ateliers de grande série la direction n'ayant pas assez d'O.S. veut obliger les ouvriers à faire des heures supplémentaires. Dans les ateliers de petite série

.. / ...

les temps sont rognés, ainsi les ateliers d'usinage la pratique des heures supplémentaires n'a jamais cessé et la maîtrise devant de plus en plus exigeante. Au moment où les patrons et la Régie en particulier ont du mal à trouver des ouvriers nous ne sommes pas capables d'imposer nos revendications. Comment y arriverions-nous s'il y avait un ou 2 millions de chômeurs ? Nous sommes dans une période favorable pour imposer nos volontés mais encore faudrait-il pour cela que les travailleurs discutent et décident entre eux leurs revendications et les moyens d'action. L'HOSTILITE CONTRE DES TRAVAILLEURS VENUS DES CAMPAGNES ET DE L'ETRANGER N'AVANCERA A RIEN. IL FAUT FAIRE COMPRENDRE A CES TRAVAILLEURS NOS PROBLEMES ET NOTRE ACTION : c'est le seul moyen de s'en sortir. Si nous sommes capables d'organiser la lutte contre les méthodes de la direction ils seront avec nous. Si nous n'en sommes pas capables alors la direction les utilisera pour nous diviser un peu plus.

Dans tous les pays du monde l'heure vaut 60 minutes et la minute 1/60e d'heure ; chez Renault, suivant les départements ou les services, la minute valait parfois 1/100 e d'heure ou 1/90 e. Quand on était une heure chez Renault il fallait fournir 90 ou 100 minutes de travail.

Mais depuis on a trouvé mieux. On a décidé qu'après tout, pourquoi l'heure ne vaudrait-elle pas tout simplement 60 minutes comme partout ? On nous colle dans une certaine catégorie et on fournit 60 minutes de travail pour 60 minutes de présence... mais attention les temps alloués sont maintenant en minutes logiques ni en 1/90e ni en 1/100e d'heure ! Alors chacun dans sa catégorie dispose d'une certaine franchise de minutes appelée banque. Mais ce compte en banque est bien faible, il est égal à zéro. Il suffit à chacun de ne pas couler car après avoir coulé en plusieurs fois de 975 minutes au total, le compte se trouve crédité de - 975 minutes et vous devez pendant 5 quinzaines fournir la preuve que vous avez commis une erreur et vous pourrez prétendre à nouveau revenir à votre échelon, vous étiez descendu en punition et le tout se traduit évidemment sur la paye.

Certains ouvriers sont descendus plusieurs fois d'échelon et se retrouvent maintenant avec des banques impressionnantes et en dette vis-à-vis de la Régie. Tel cet ouvrier qui totalise un déficit de près de 30.000 minutes et qui promène cela avec lui comme le repris de justice qui se voit pour plusieurs condamnations, totaliser des 100 ou 150 années d'interdiction de séjour. A cet ouvrier ses milliers de minutes sont son boulet. Et à quels moyens dispose-t-il pour effacer sa dette ? S'il change d'atelier il ne changera pas de situation : ses minutes le suivent. En supposant qu'il ne se consacre qu'au paiement de ses dettes il lui faudrait 2 mois et demi de travail pour cela.

Devant tant d'absurdité seule la paye à l'heure s'affirme comme la meilleure solution. De toute façon avec la maîtrise mise à "notre service", minutes ou pas minutes il faudra toujours en faire plus.

CAMARADE, CETTE TRIBUNE EST LA TIENNE.

FAIS-LA LIRE AUTOUR DE TOI.

APPORTE-NOUS CRITIQUES ET SUGGESTIONS.

OUBLIE-LA PARTOUT OU TU VEUX QU'ELLE SOIT LUE.
